

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

MARCHE DE TRAVAUX N° TVXCNAC_06/2026

**TRAVAUX DE RÉNOVATION DES BÂTIMENTS STUDIOS
D'ENTRAÎNEMENT ET HANGAR NORD DU SITE DE LA MARNAISE**

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2 : MAITRISE D'ŒUVRE - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER – SOUS-TRAITANCE	3
ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 : DURÉE DU MARCHÉ ET ORDRE DE SERVICE	5
ARTICLE 7 : CALENDRIER D'EXÉCUTION ET SUIVI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 8 : ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 9 : VISITE DE SITE	6
ARTICLE 10 : FACTURATION ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT	7
ARTICLE 11 : GARANTIES FINANCIÈRES	9
ARTICLE 12 : RÉCEPTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 13 : OBLIGATION ET RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	9
ARTICLE 14 : ASSURANCES	10
ARTICLE 15 : PÉNALITÉS	10
ARTICLE 16 : UTILISATION DES RÉSULTATS ET OBLIGATION DE DISCRÉTION	11
ARTICLE 17 : ACHÈVEMENT DE LA MISSION ET RÉSILIATION DU MARCHÉ	11
ARTICLE 18 : CLAUSES DIVERSES	12
ARTICLE 19 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	13
ARTICLE 20 : LISTE RÉCAPITULATIVES DES DÉROGATIONS AU CCAG	13

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Le Centre National des Arts du Cirque (CNAC), association loi 1901, placée sous la tutelle du ministère de la culture est situé au 1 Rue du Cirque, 51000 Châlons-en-Champagne. Le CNAC se développe sur deux (2) sites, celui de l'ancien cirque historique municipal et celui de l'ancien terrain de la coopérative agricole Marnaise réhabilité en 2015.

Les travaux du présent marché concerne ce second site situé au 34 avenue du Maréchal Leclerc – 51000 Châlons-en-Champagne.

L'établissement est un ERP de type R de 4^{ème} catégorie, avec des activités de type L et X et une capacité maximale de deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299) personnes. Les travaux ne modifieront pas ces dispositions.

ARTICLE 2 : MAITRISE D'ŒUVRE - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER – SOUS-TRAITANCE

1- Maitrise d'œuvre, ordonnancement, pilotage et coordination

La maitrise d'œuvre ainsi que la mission ordonnancement, pilotage et coordination sont assurées par la société Du Cœur à l'Ouvrage, architecte mandataire située au 9 Rue Sainte Anne, 75001 Paris, dont le représentant légal est Madame Karine Petit, joignable au 09 52 62 93 39 ou par mail à l'adresse k.petit@dcao.fr.

2- Bureaux d'études

Un bureau d'étude fluide accompagne le maître d'œuvre. Il s'agit de la société MCI Thermiques située au Parc d'affaires Reims Champigny / Bât. C – Allée Jean Marie Amelin, 51370 Champigny et représentée par Stéphane Grange joignable au 03 26 49 03 23 ou par mail à l'adresse info@mci-thermiques.com.

Un second bureau d'étude structures accompagne le maître d'œuvre. Il s'agit de la société IBAT Structures située 5 Allée des Troènes, 51470 Saint Memmie et représentée par Gauthier Bediot joignable au 03 26 65 10 27 ou par mail à l'adresse bet@structures-systemes.fr.

3- Bureau de contrôle

Un bureau de contrôle a été désigné pour le suivi du chantier. Il s'agit de la société Qualiconsult située au 2 Rue Léon Patoux, 51100 Reims et joignable au 03 26 36 76 00 ou par mail à l'adresse damir.djailane@qualiconsult.fr.

4- Sous-traitance

Conformément à l'article L.2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article L.2193-3 alinéa 2 du code de la commande publique, la personne publique peut exiger, que certaines tâches essentielles du marché soient exécutées directement par le titulaire.

A cet effet, le titulaire complètera un formulaire DC4 pour la présentation de chaque sous-traitant. Une version dudit formulaire est annexée au présent CCAP.

5- Coordinateur sécurité et protection de la santé :

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) n'est pas désigné à la date de lancement de la présente consultation.

Le CNAC procédera à sa désignation avant le démarrage des travaux conformément aux dispositions du Code du travail.

Si le coordonnateur SPS est désigné avant la date limite de remise des offres, les coordonnées du titulaire de cette mission seront communiquées aux candidats par voie de modification du présent cahier des clauses administratives particulières.

Dans le cas contraire, ses coordonnées seront communiquées au(x) titulaire(s) du marché dès sa désignation et au plus tard avant l'émission de l'ordre de service de démarrage des études et préparations avant travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer aux prescriptions et instructions émises par le coordonnateur SPS dans le cadre de sa mission.

ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) a pour objet d'encadrer le marché de travaux nécessaire à la rénovation des bâtiments *studios d'entraînement et hangar nord* du site de la Marnaise.

Cette rénovation porte sur la remise aux normes partielle des accès et emmarchements des bâtiments nouvellement en prise avec l'espace public, le réaménagement de l'accueil des studios d'entraînement, des bureaux du pôle formation, des bureaux du pôle technique, le remplacement et l'ajout de menuiseries extérieures et intérieures, la rénovation de systèmes de chauffage ainsi que de reprise des systèmes d'éclairage intérieur.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché annexé aux présentes.

Les travaux seront menés en site occupé. Le titulaire devra par conséquent, engager l'ensemble des études et travaux en fonction de cette donnée.

ARTICLE 4 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée (MAPA) conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

Le CNAC se réserve le droit de négocier avec les candidats les conditions contractuelles et tarifaires qui seront soumises.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

1- Pièces particulières :

Conformément à l'article 4.1 du CCAG travaux, le marché est constitué des pièces particulières suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs éventuelles annexes ;

- La liste des prix ou les tarifs ou barèmes applicables aux prestations du marché (DPGF) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution, puis le calendrier détaillé d'exécution arrêté au terme de la période de préparation des travaux ;
- Les ordres de service ;
- Le règlement de consultation du marché.

2- Pièces générales :

S'applique à ce marché, les documents généraux suivants :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;
- Le code de la commande publique.

ARTICLE 6 : DURÉE DU MARCHÉ ET ORDRE DE SERVICE

1- Durée du marché :

Le présent marché est conclu pour une durée globale de vingt (20) semaines tout corps d'état confondus à compter de la date de l'ordre de service de démarrage des études et préparations avant travaux. Cette durée inclut la période d'étude avant travaux et la période de travaux sur site.

2- Ordre de service :

Un ordre de service sera établi pour déterminer la période de préparation des travaux et un second pour la date de démarrage des travaux.

Les travaux sont exécutés sur la base des ordres de service émis par le maître d'œuvre.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification d'un ordre de service pour émettre des réserves écrites. Passé ce délai, l'ordre de service est réputé accepté.

Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de service qui lui sont notifiés.

ARTICLE 7 : CALENDRIER D'EXÉCUTION ET SUIVI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

1- Calendrier d'exécution

La réalisation des travaux se fera conformément au planning prévisionnel annexé au cahier des clauses techniques particulières.

Le délai d'exécution peut être prolongé seulement par le CNAC, en cas d'adjonction de travaux non prévus dans le présent marché ou de contraintes légales et/ou administratives qui lui seraient imposées.

2- Suivi d'exécution

Afin d'assurer un suivi d'exécution du marché, le titulaire désignera à minima un représentant habilité à prendre des décisions engageant la société sur le chantier qui sera la personne identifiée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage comme principal contact du titulaire.

L'ensemble des parties, c'est-à-dire, le(s) titulaire(s), le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, se

réuniront une fois par semaine sur site afin de suivre l'avancée des études puis des travaux.

Le jour et l'horaire de ces réunions seront définis d'un commun accord lors de la première réunion de lancement des études avant travaux.

Il est précisé que sauf exception, elles se tiendront sur site à partir de la date de l'ordre de service de démarrage des études et ce jusqu'à la date de fin de chantier.

Lorsque le jour de la réunion tombe un jour férié, les parties conviendront de si la réunion est reportée à la semaine suivante ou si elle se tient un autre jour ouvré de la semaine considérée.

Au-delà de ces réunions de chantier, les parties pourront se réunir de façon exceptionnelle lorsque cela est nécessaire pour l'avancée du chantier.

ARTICLE 8 : ALLOTISSEMENT

Le marché est alloté comme suit :

Lot 1 : gros œuvre – démolition – curage

Lot 2 : couverture

Lot 3 : MEX – serrurerie – bardage

Lot 4 : cloisons – plafonds

Lot 5 : revêtements de sols – peinture

Lot 6 : menuiseries intérieures

Lot 7 : électricité / CFA-CFO

Lot 8 : CVC – PB

Conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du code de la commande publique, les soumissionnaires pourront déposer une offre pour chacun des lots.

L'ensemble des lots pourra être attribué au même titulaire dans l'hypothèse où il fait état des capacités et/ou sous-traitants nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins et si l'ensemble de ses offres répondent au critère d'offre économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 9 : VISITE DE SITE

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du site concerné par le projet et de toutes les contraintes et sujétions, prévisibles lors de l'établissement de son offre.

Ainsi, le titulaire s'engage en toute connaissance de cause, après avoir visité les lieux et pris contact avec les services du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Afin de répondre à l'obligation susmentionnée, des visites du site seront organisées les 15 et 16 juin 2026.

Les visites se dérouleront au 34 Avenue du Maréchal Leclerc, 51000 Châlons-en-Champagne, adresse du chantier.

A l'issue de la visite, une attestation de visite sera délivrée à chaque soumissionnaire, il devra joindre ce document à son dossier de candidature.

Les informations nécessaires à la programmation de la visite sont détaillées au sein du règlement de la consultation annexé au présent cahier des clauses administratives particulières.

NB : la visite du site est obligatoire. Tout candidat qui n'y participera pas verra son offre automatiquement rejetée.

ARTICLE 10 : FACTURATION ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

1- Facturation :

Les travaux seront constatés et réglés selon leur état d'avancement. De ce fait, un point sur l'état d'avancement sera réalisé par le titulaire au 25 de chaque mois et envoyé au plus tard le 30 au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage pour validation. Ces derniers auront jusqu'au 5 du mois suivant pour valider l'état d'avancement. Une fois validé, le titulaire pourra envoyer la facture correspondant à l'état d'avancement. Conformément aux dispositions ci-après, le CNAC disposera d'un délai de trente (30) jours pour la régler.

Les demandes de paiements seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de Siret/Siren/TVA Intracom ;
- Le numéro de la facture et sa date d'émission ;
- La date d'échéance et les conditions de règlement ;
- Les coordonnées bancaires du titulaire ;
- La date et le numéro du marché et de chaque avenant le cas échéant ;
- Les prestations exécutées (date d'exécution, quantités ou jours facturées) ;
- Le tarif unitaire de facturation ;
- Le montant HT, le taux et montant de la TVA et le montant TTC.

En cas de sous-traitance, pour le paiement direct des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur, le titulaire joindra à la facture une attestation indiquant la somme à régler à chaque sous-traitant.

Le CNAC complètera éventuellement la facture en faisant apparaître les réfections, pénalités et remboursement dus par le titulaire.

2- Forme des prix :

Les prix seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise des offres.

Les prix seront actualisables si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date d'établissement des prix et la date de commencement d'exécution des prestations.

L'actualisation sera effectuée par application de l'index BT01 publié par l'INSEE selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (BT01_n / BT01_0)$$

Où :

P correspond au montant du prix actualisé appliqué au marché ;

P₀ correspond au montant du prix initial figurant dans l'offre du titulaire ;

BT01_n correspond à la valeur de l'index BT01 publiée par l'INSEE au mois d'actualisation (mois de début effectif des prestations) ;

BT01₀ correspond à la valeur de l'index BT01 publiée par l'INSEE au mois d'établissement des prix, c'est-à-dire le mois de remise des offres (M0).

L'index BT01 est l'indice national du bâtiment publié mensuellement par l'INSEE. Il permet de prendre en compte l'évolution des coûts dans le secteur du bâtiment (matériaux, main-d'œuvre, énergie, etc.).

3- Mode de règlement :

Le mode de règlement du CNAC est le virement.

Les demandes de règlement devront être adressées obligatoirement sous format dématérialisé par courrier électronique envoyé aux adresses suivantes : comptabilite2@cnac.fr et francois.menou@cnac.fr.

Les factures dématérialisées devront comporter les mentions obligatoires mentionnées aux articles L441-9 du code de commerce et 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts si l'entreprise est assujettie à la TVA.

A réception des factures, le CNAC s'engage à leur règlement sous un délai de trente (30) jours.

4- Intérêts moratoires :

Tout dépassement des délais, contractuels ou légaux en matière de paiement constituera un retard de paiement donnant lieu à un versement d'intérêts à l'entreprise l'ayant subi.

Les intérêts moratoires demeurent d'ordre public. Ils doivent être liquidés et mandatés automatiquement sans que l'entreprise ait à les réclamer. Ils sont dus de droit.

Modalités de calcul des intérêts moratoires :

L'assiette des intérêts moratoires est le principal de la créance, toutes taxes comprises les intérêts moratoires eux-mêmes ne sont pas assujettis à la T.V.A.

La période à prendre en compte se dénombre en jours calendaires. Elle commence dès le dépassement du délai contractuel ou réglementaire (le jour suivant la fin de ce délai étant le jour n°1) et se termine à la date de mise en paiement par le comptable (le jour du paiement étant inclus).

Les intérêts moratoires se calculent au Prorata Temporis en nombre de jours calendaires rapportés au nombre de jours d'une année civile, c'est à dire 365.

La formule de calcul est la suivante :

Montant payé tardivement T.T.C. x $\frac{\text{nombre de jours de dépassement}}{365}$ x taux

Le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

5- Avance forfaitaire

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance est prévu conformément à article R.2191-3 du code de la commande publique, lorsque le montant initial du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché. Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant minimum divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance forfaitaire est effectué conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 : GARANTIES FINANCIÈRES

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée.

Cette retenue de garantie sera remboursée au titulaire du marché à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement soit un (1) an après la date de réception du chantier et de levée de réserve constaté sur procès-verbal conformément aux dispositions de l'article 13-4 des présentes.

ARTICLE 12 : RÉCEPTION DU MARCHÉ

1- Dispositions applicables à la réception :

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux applicable au présent marché.

Il est toutefois précisé que le titulaire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, préalablement aux opérations de réception, le dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Le DOE comprend notamment :

- Les plans de recollement,
- Les notices techniques,
- Les fiches techniques des équipements,
- Les certificats de conformité,
- Les procès-verbaux d'essais,
- Les documents de maintenance et d'entretien.

La réception ne pourra être prononcée tant que le DOE n'aura pas été remis complet.

2- Dispositions applicables à la réception partielle :

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages sera réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 13 : OBLIGATION ET RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

1- Obligation générale :

Le titulaire s'obligera à employer, pour satisfaire à ses obligations, le personnel doté des compétences nécessaires, à qui il donne tous les moyens et outils nécessaires à l'accomplissement de sa mission, qu'il encadre et contrôle constamment et qui demeure sous l'autorité directe d'un responsable qu'il désigne.

2- Obligation d'information

Le titulaire sera tenu de communiquer immédiatement par écrit au CNAC, les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du marché et se rapportant notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A sa nationalité,
- A son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- Aux groupements auxquels il participe lorsque ceux-ci intéressent l'exécution du marché,
- A toutes opérations de restructuration ou de liquidation portant sur sa société.

3- Garantie de parfait achèvement

Au-delà de la durée du marché, le titulaire restera responsable durant la période de garantie de parfait achèvement fixée à un (1) an après la date de réception des travaux constaté par procès-verbal.

Si le CNAC constate un désordre sur les ouvrages durant cette période de garantie de parfait achèvement et qu'il est constaté qu'il revient au titulaire de le réparer, si ce dernier ne le fait pas avant la date de fin de ladite garantie, cette dernière sera prolongée jusqu'à ce que le désordre soit entièrement réparé.

ARTICLE 14 : ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

ARTICLE 15 : PÉNALITÉS

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le CNAC du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-TRAVAUX, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

1- Pénalités de retard :

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/3000 du montant hors taxe de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

2- Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité correspondant à 10% du montant HT du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

3- Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire dont la présence est requise se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

ARTICLE 16 : UTILISATION DES RÉSULTATS ET OBLIGATION DE DISCRÉTION

1- Utilisation des résultats

En ce qui concerne le régime général des résultats et leur utilisation, il sera fait application du chapitre 6 du CCAG-TRAVAUX.

2- Obligation de discrétion

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants seront tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de leur mission. Ces renseignements ou documents ne pourront, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels s'interdiront d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

ARTICLE 17 : ACHÈVEMENT DE LA MISSION ET RÉSILIATION DU MARCHÉ

1- Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achèvera à la fin du délai de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission interviendra lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du titulaire fera l'objet d'une décision établie sur sa demande par le CNAC et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Cette demande ne pourra en tout état de cause être faite avant l'expiration du délai d'un an à compter de la dernière date de réception du marché de travaux et après production par le titulaire des constats de parfait achèvement, établis par le maître d'œuvre.

2- Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-TRAVAUX avec les précisions et dérogations suivantes :

a- Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le CNAC décide de la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général, ce dernier aura le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage sera fixé à quatre pour cent (4%) du coût de l'intervention.

b- Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il sera fait application des dispositions du CCAG-TRAVAUX en la matière.

c- Résiliation du fait d'un dépassement de délais générant un surcoût

Compte tenu des objectifs du CNAC visant à respecter les coûts et les délais, ce dernier se réserve la possibilité de mettre fin à la mission du titulaire si un dépassement exclusivement imputable à celui-ci du délai global était constaté par rapport au calendrier et qu'il a pour effet de générer un surcoût par rapport au coût définitif des travaux qui aura été constaté lors de la notification du marché de travaux.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées à l'article 51 du CCAG-TRAVAUX.

ARTICLE 18 : CLAUSES DIVERSES

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations du titulaire, pour des causes non imputables à celui-ci, les délais d'exécution seront aménagés en fonction des incidences de l'allongement des délais. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

1- Exécution de la prestation aux frais et risques :

Le CNAC pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

La mise aux frais et risques pourra intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

2- Clauses contractuelles diverses

Il est précisé qu'aucune autre clause ne s'imposera à l'une ou l'autre des parties en dehors des dispositions du présent contrat. A cet effet, toutes conditions générales ou conditions de vente qui seraient adossées aux devis et propositions commerciales fournis par les candidats ou l'un de ses éventuels co-traitants ou sous-traitants ne s'appliqueront pas au contrat.

ARTICLE 19 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir sera le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Toutefois le différend pourra être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 20 : LISTE RÉCAPITULATIVES DES DÉROGATIONS AU CCAG

Le présent cahier des clauses administratives particulières déroge aux dispositions suivantes du CCAG-Travaux :

- Article 19.2.1
- Article 19.2.2